

## BUDGET FÉDÉRAL

# « Touche pas à la sécurité sociale »

« Ce n'est pas à la sécu de payer le prix du dérapage budgétaire ». C'est le message adressé par Ecolo. Le député Gilkinet dénonce une stratégie de la N-VA.

## ● Interview :

Jean-Christophe HERMINAIRE

**Georges Gilkinet, pour vous, il n'y a aucune raison pour que ce soit en creusant dans la sécurité sociale qu'on réussisse à combler le trou dans le budget fédéral.**

Sabrer dans la sécu, c'est la thèse défendue par la N-VA et par d'autres en Flandre. À un tel point qu'on peut soupçonner la N-VA de n'avoir rien fait pour que les recettes fiscales rentrent, afin d'ensuite pouvoir justifier des économies dans la sécurité sociale.

Or celle-ci a déjà payé, et lourdement, sous le gouvernement Di Rupo et plus encore sous Michel. L'ambition d'économies se monte à 4,3 milliards d'ici la fin de la législature. Or la sécu joue un rôle économique essentiel.

### Dans quelle mesure ?

Grâce au revenu qui leur est garanti, elle permet aux sans-emploi, aux malades, aux pensionnés d'éviter de basculer dans la pauvreté, avec tous les coûts ultérieurs plus importants que ça peut engendrer, en soins de santé, en politique de sécurité, en décrochage scolaire, en dégradation de certains quartiers,... Et puis, alors qu'on se plaint d'un excédent d'épargne en Belgique, qui se monte à 550 milliards, les allocataires sociaux, eux, dépensent quasi la totalité de leurs revenus, en Belgique et pas à l'étranger. Ils font vivre le boucher, le boulanger. En période de récession, on a besoin d'assurer une stabilité.

**Selon vous, le déficit de la sécurité sociale est surtout la conséquence des décisions du gouvernement.**

Le déficit, ce n'est pas à cause d'une mauvaise gestion de la sécurité sociale. Il y a d'abord une évolution mécanique, normale, des besoins et des coûts, en lien avec l'augmentation de la durée de vie. Mais en termes de recettes, par contre, on a depuis des années décidé pour des milliards de réduction des cotisations sociales.

### C'est un des leviers du tax shift.

Diminuer le coût de l'emploi est une bonne chose, mais il fallait orienter vers les bas et les moyens salaires, conditionner à la création d'emploi. L'emploi augmente, oui, mais trop lentement par rapport aux besoins. Et si le chômage a diminué, c'est à cause des 18 000 exclusions en janvier, surtout en Wallonie et à Bruxelles.

Et puis, il manque 109 millions de financement alternatif, notamment de recettes TVA. Ce gouvernement est incapable, par les mesures qu'il prend, de restaurer la confiance des investisseurs et des consommateurs. La pensée magique du gouvernement fédéral ne fonctionne pas.

### Mais que peut-on faire ?

Il existe des alternatives au scénario du pire ; il est possible de le faire sans toucher à nouveau les citoyens et les citoyennes, sans renforcer les phénomènes de paupérisation de la population et d'exclusion des jeunes et des femmes. Nous avons proposé un budget alternatif. En ciblant mieux les réductions de cotisations sociales,

en s'orientant vers les économies du futur, en prévoyant un financement alternatif solide, une meilleure contribution du capital, une vraie lutte contre la fraude fiscale. Le gros problème ce sont les recettes fiscales.

### Vous mettez un « zéro pointé » au bulletin du ministre des finances.

S'il y a bien un ministre qui n'a pas fait son travail correctement, c'est Johan Vanoverveldt. Il était très prompt à pointer les autres du doigt quand il était éditorialiste au *Trends*. « Si on choisit des chiffres irréalistes à l'automne, il ne faut pas s'étonner d'avoir des problèmes au printemps », a-t-il un jour écrit. On lui avait dit que ses chiffres étaient irréalistes et il nous a ri au nez. La différence de 1,5 milliard entre prévisions et recettes fiscales, c'est de sa responsabilité.

### Estimez-vous que ce ministre n'est pas à sa place ?

J'ai des doutes sur sa volonté d'organiser son administration pour qu'elle soit efficace dans son travail de perception de l'impôt. Mais c'est un désaccord profond sur sa ligne politique. Comme je le disais au début, on peut se demander si ce n'est pas une intention délibérée, au cœur du projet N-VA. Et on se demande pourquoi le partenaire francophone laisse faire ! ■

**« La pensée magique du gouvernement fédéral ne fonctionne pas. Il est incapable de restaurer la confiance. »**